

Cinq arguments pour approcher la Chine d'aujourd'hui

La Chine devient la deuxième puissance économique mondiale. Elle vient de dépasser le Japon pour ce qui est de son produit intérieur brut ! Jeux olympiques de 2008, Exposition universelle de Shanghai, depuis quelques années il est question quasi quotidiennement de ce pays aux plus de 1,4 milliards d'habitants. Pas une semaine ne passe sans que l'on évoque ses records de croissance, son poids dans le commerce mondial, sur le marché de la consommation des matières premières, ou encore l'émergence d'une classe moyenne dont le niveau de consommation approcherait celui du monde occidental. S'agirait-il là de signes d'un pays qui se profile comme, plus qu'une simple puissance émergente, "la" seule puissance capable de faire face aux USA ?

Dans les très nombreux commentaires ce sont les chiffres qui dominent et la Chine nous apparaît alors souvent comme un tout monolithique inchangé. Deux images quelque peu outrancières émergent : d'une part une Chine autoritaire, au système politique hyper-répressif avec une population en confrontation constante avec le Parti communiste chinois¹ ; d'autre part une puissance économique sur le point de rattraper l'Occident et dont les records statistiques n'en finissent pas de nous impressionner dans un mélange de fascination et d'inquiétude. Il n'est guère étonnant dès lors que nombre de Chinois résidant à l'étranger considèrent que la vision qui est fréquemment donnée de leur pays est bien éloignée de la réalité qu'ils connaissent.

Lorsque l'on tente d'observer la société chinoise en rencontrant ses gens, en lisant sa presse, en scrutant sa toile ou en étudiant la production scientifique la concernant, l'image qui ressort est nettement plus ambivalente et contrastée. Il n'en reste pas moins qu'il est en effet éminemment difficile de cerner les processus à l'œuvre dans ce pays et loin de moi la prétention de proposer "la" représentation de la Chine d'aujourd'hui. Essayons modestement d'avancer quelques éléments permettant de rendre compte la raison de la difficulté à appréhender la Chine contemporaine.

On peut tout d'abord s'interroger – en tant qu'Occidentaux – sur nos propres préjugés plus ou moins conscients relatifs à la Chine. Outre le fait que les explications culturalistes à son égard persistent (la Chine, impénétrable, serait l'archétype de l'altérité sur le plan culturel) et sont parfois mobilisées pour justifier l'exploitation ou la subordination résignée de la population (comment expliquer alors les plus de 80.000 événements collectifs violents répertoriés chaque année par la sécurité publique chinoise ?), il n'est peut-être pas encore aisé collectivement de nous départir de l'image d'une Chine subalterne (sans voix) et globalement pauvre, de nous représenter les Chinois comme des individus, sujets au moins égaux à nous-mêmes.

Deuxièmement, soulignons le poids de l'histoire récente de la Chine, ce qui peut aider à mieux saisir l'étendue des changements à l'œuvre dans la société. En l'espace de 30 ans on est passé d'une société ultra-rigide sous Mao Zedong, où les critères politico-idéologiques

¹ Il nous faut à cet égard probablement complexifier notre approche des relations entre le Parti-Etat et les différentes composantes de la population chinoise. En effet, il existe une tendance à concevoir ces relations essentiellement en termes de confrontations alors que d'autres modalités telles que les accommodements, la négociation, parfois la collaboration sont à envisager en parallèle avec couple confrontation-répression.

décidaient de façon exclusive du destin des individus (l'ensemble de la société chinoise était ainsi divisée en plus de 60 catégories qui scellaient de façon déterminante la vie des gens) à une société où la mobilité sociale et géographique est particulièrement forte. C'est au cours des trois premières décennies du régime (1949-1979) qu'une coupure radicale entre villes et campagnes a multiplié les écarts de niveau de vie entre citadins et ruraux par trois, voire même par six selon les auteurs. Un des paradoxes de la période maoïste est d'ailleurs d'avoir, sous couvert d'une rhétorique vantant les vertus de la vie rurale, engendré la constitution d'un gigantesque réservoir de main-d'œuvre rurale qui se révéla être un atout majeur dans le processus d'insertion de la Chine dans le capitalisme mondial à partir de 1979. N'oublions pas que c'est la production de cette main-d'œuvre extrêmement flexible qui a permis jusqu'à présent à la Chine d'atteindre les records que l'on sait en matière d'exportations de produits manufacturiers (textile, jouet, électronique, etc.).

Autre transformation majeure, on assiste depuis le milieu des années 1990 à une profonde refonte de la hiérarchie sociale avec la fin de ce qui était appelé sous Mao "le bol de riz en fer" (*tiefan wan*), autrement dit la fin du statut particulièrement stable des ouvriers d'Etat qui leur offrait une très grande prévisibilité quant à leurs conditions de vie, ce qui valait également pour les membres de leurs familles. Un vaste mouvement de capitalisation et de restructuration des entreprises d'Etat a ainsi entraîné la mise à pied, sous des statuts très divers, de près de 100 millions de ces ouvriers qui représentaient la colonne vertébrale de la légitimité du régime. Outre une précarisation brutale de leurs conditions, c'est également un traumatisme psychologique profond qui affecte ceux qui, il n'y a pas si longtemps, étaient encore appelés "maîtres du pays" (*guojia de zhuren*). Ces anciens ouvriers des entreprises d'Etat se trouvent à présent juste en dessous des travailleurs d'origine rurale au sein de la hiérarchie sociale et il leur est ardemment demandé de se réformer individuellement et de s'adapter à la compétition croissante qui règne sur le marché du travail.

En outre, alors que l'avènement du régime communiste a coïncidé avec l'anéantissement politique de la classe des entrepreneurs vers 1956, ceux-ci jouent un rôle essentiel dans le processus de développement économique actuel et nombreux sont ceux qui sont à présent membres du Parti². En parallèle avec ces bouleversements et avec le processus de marchandisation touchant toutes les sphères de la société, le système des principes et normes sociales a été progressivement réinventé : de l'omnipotence du discours maoïste de la lutte des classes, l'on est passé à une multiplicité de répertoires qui aujourd'hui se chevauchent et sont mobilisés de façon créative par les individus. Chez les jeunes générations et au sein d'une partie de des classes moyennes, ce sont l'individualisme et le consumérisme qui dominent, alors que l'imaginaire maoïste perdure encore parmi ceux qui aujourd'hui ont au moins la cinquantaine. Cet imaginaire retrouve d'ailleurs une vigueur nouvelle dans le cadre des nombreuses luttes sociales qui ont vu le jour depuis les années 1990. Quant au Parti communiste, il a largement remanié son cadre de référence idéologique, combinant légitimation du marché, de la compétition, de l'initiative individuelle avec les fondamentaux du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Zedong, sans oublier qu'il puise dorénavant également abondamment dans un fonds d'éléments appartenant à la pensée traditionnelle chinoise, confucéenne notamment.

² Ceci a été rendu possible par un changement au niveau des statuts du Parti, en 2003 via le concept des « trois représentativités » (*san ge daibiao*), le parti représentant les « forces productives avancées » (entrepreneurs, hommes d'affaires, industriels), les « forces culturelles avancées » (ingénieurs, scientifiques, etc.) et le « reste de la population » (paysans, ouvrier, migrants, etc.).

Troisièmement, la combinaison de l'autoritarisme, de la permanence d'une série d'institutions héritées du marxisme-léninisme d'une part avec des mécanismes de marché d'autre part a produit des effets économiques et sociaux très contrastés. Cette combinaison a été redoutablement efficace sur le plan de la croissance économique : le PIB par habitant a été multiplié par huit en moins de 30 ans et des dizaines de millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté.

Quand on se promène dans des régions comme le Delta du Yangzi (proche de Shanghai) ou le Delta de la Rivière des perles (province de Guangdong dans le sud de la Chine), on peut se rendre compte et ressentir un dynamisme impressionnant ainsi qu'une production de richesse colossale (cela transparaît dans les infrastructures, dans la quasi disparition des campagnes dans certaines régions côtières). Mais parallèlement, le capitalisme est venu se greffer sur des déséquilibres politiques hérités de la période maoïste, s'en est nourri et a produit des disparités très importantes en termes de développement économique et humain. Le contraste entre la 2^e position actuelle de la Chine au niveau du PIB et sa 85^e position en ce qui concerne le développement humain illustre assez bien un aspect de la double face du "miracle chinois". La Chine est aujourd'hui un des pays où les inégalités de revenus, mais aussi d'accès à la santé, à l'éducation ou au logement sont parmi les plus fortes au monde. La différence entre un bas revenu (travailleur migrant par exemple) et un salaire moyen (journaliste, universitaire) est de l'ordre de 1 à 10. Les "trois grandes montagnes" (*san zuo da shan*) que constituaient le féodalisme, l'impérialisme et le capitalisme avant 1949 ont été remplacées aujourd'hui par trois autres montagnes : la santé, l'éducation et le logement.

Depuis plus d'une décennie, scientifiques, journalistes et plus récemment responsables d'organisations non gouvernementales attirent l'attention sur les conséquences dramatiques en termes social et environnemental d'une croissance à tout crin. Le fait que l'accent soit mis depuis 2005, et encore davantage avec le plan de relance de l'économie de 2009, sur le développement des campagnes, sur la santé et l'éducation n'est pas anodin. Que ce soit les données quantitatives ou les études plus qualitatives³, toutes démontrent sans ambiguïté que les difficultés d'accès à l'éducation et aux soins de santé sont devenues au cours de l'ère post-maoïste des questions cruciales pour une proportion très importante de la population chinoise. Alors que sous Deng Xiaoping et Jiang Zemin le mot d'ordre principal avait été "s'enrichir est glorieux" – et peu importe si certaines régions, personnes ou catégories s'enrichissaient avant les autres – sous Hu Jintao (président de la République et secrétaire général du comité central du Parti communiste chinois) et Wen Jiabao (Premier ministre) un ensemble de mesures visant à atteindre un meilleur équilibre entre l'économie et le social ont été prises. Il s'agit notamment de mesures à destination des "groupes vulnérables" (*ruoshi qunti*) et ayant trait à l'agriculture, l'éducation, la santé, le travail, l'environnement, etc. Cependant, l'application de ces mesures rencontre des résistances considérables et l'on touche la une question clé : la capacité de l'Etat-parti à mettre en œuvre des politiques susceptibles de déranger des équilibres politiques bien établis.

³ Un exemple concret tiré de mes sept ans de travail de terrain dans le Delta de la Rivière des Perles entre 2001 et 2007 : un cordonnier originaire de la province du Henan dans la ville de Foshan travaille de 8h du matin à 21h avec sa femme (couturière) tous les jours de l'année sans prendre plus d'une demi-journée de congé par an (après-midi du Nouvel an). 70% de leurs revenus passent dans les frais d'éducation de leurs trois enfants. Quant à l'accès aux soins de santé, il est pour eux tout simplement hors de portée, ils ne peuvent que compter sur des médecins rebouteux travaillant dans des conditions d'hygiène déplorables. Or ces travailleurs ont des revenus en général nettement plus élevés que la plupart des ruraux n'ayant pas migré en ville.

La Chine est un pays où la décentralisation administrative et politique a été poussée le plus loin. Or c'est là à la fois une des clés de la réussite des réformes post-maoïstes que d'avoir réussi à impliquer de manière aussi importante les gouvernements régionaux et locaux dans le développement économique. Mais c'est aussi cela qui rend particulièrement difficile l'application de toute mesure allant à l'encontre des intérêts des gouvernements locaux ou bousculant des équilibres entre autorités locales et pouvoir économique.

L'application de mesures ou normes légales venant du centre en matière de sécurité, de protection de l'environnement, de droit du travail, etc. est rendue très difficile par la prééminence d'intérêts locaux souvent à très court terme. Ceci au moins pour deux raisons. Premièrement, la capacité à générer de la croissance sur le plan local est synonyme de légitimité pour ces gouvernements aux yeux de la population locale. Cette croissance produit des effets concrets sur le plan local. On peut s'en rendre compte notamment par l'excellent état des infrastructures de nombreuses localités des régions riches du pays. Deuxièmement, le fonctionnement même du système de promotion des cadres et fonctionnaires pousse à faire du chiffre. Un critère majeur dans l'évaluation des cadres étant la capacité à générer de la croissance économique et à garantir la stabilité sociale. On ne peut manquer ici d'évoquer l'actualité récente tant elle illustre la pierre d'achoppement que constitue, pour le gouvernement central, cette forte convergence d'intérêts entre pouvoir politique local et pouvoir économique. Que cela soit le scandale de la mélamine, la pollution récente dans la région de Qingdao ou encore les mouvements de protestation dans les usines du sud de la Chine (province de Guangdong), ces cas montrent chacun à leur manière certaines contraintes qui rendent les velléités de changements vers plus de progrès social et environnemental éminemment problématiques.

Les politiques et mesures légales prises par le gouvernement central continueront à ne produire que des effets limités si n'intervient pas une transformation de l'équilibre institutionnel permettant une redistribution plus équitable des fruits des réformes économiques. On peut se demander dans quelle mesure l'urgence des questions environnementales et sociales ne contraindra pas tôt ou tard le pouvoir à prendre des mesures plus fortes dans ce sens. Mais c'est en fait véritablement un glissement de paradigme qui semble nécessaire. Dans quelle mesure le Parti prendra-t-il le risque de modifier les équilibres qui ont permis le développement économique de ces trois dernières décennies ? C'est là une question cruciale car il s'avère que de plus en plus, les promesses du pouvoir et les attentes créées envers les différents groupes sociaux, dans la mesure où elles ne sont pas assez régulièrement tenues, tendent à alimenter les mécontentements et donc à menacer la stabilité sociale.

Il y a donc nécessité d'une meilleure prise en compte institutionnelle du mécontentement social. Ce problème est d'autant plus sérieux que sous Hu Jintao et Wen Jiabao, le Parti entend à nouveau promouvoir des valeurs "émancipatrices". En effet, le concept "gouverner par la loi" occupe une place centrale dans son programme et le Parti place au cœur de son discours autour de la "société harmonieuse" des notions telles que "mettre l'humain au centre" (*yi ren wei ben*).

Les droits de l'homme.

Quelle est la nature du régime politique chinois ? Autoritarisme révolutionnaire ? (Perry) Autoritarisme légal décentralisé ? (Lee) Autoritarisme fragmenté ? (Mertah) Si l'on ne peut évidemment plus parler d'un système totalitaire pour caractériser la Chine d'aujourd'hui, il

convient de souligner encore une fois la permanence de certaines institutions héritées du totalitarisme⁴, même si leur fonction peut avoir changé et leur efficacité éventuellement diminué par rapport à l'ère maoïste. Par ailleurs, perdurent également des principes de base du marxisme-léninisme tels que le contrôle de l'espace social (interdiction de création d'organisations sociales autonomes notamment) ou le contrôle de la presse, de la production artistique et littéraire. Si ces principes du contrôle social demeurent, les espaces de liberté, de création et d'expression sont aujourd'hui sans commune mesure par rapport à leur quasi-inexistence durant la période maoïste.

Nombreux sont les éditorialistes et journalistes dont les articles abordent des questions qui flirtent avec les limites de la ligne officielle. Certains quotidiens ou hebdomadaires, notamment le *Week-end du Sud* (*Nanfang Zhoumo*), se distinguent par leur capacité à soulever le débat, à interpeler telle ou telle autorité ou à poser des questions "limites". La presse chinoise et internet foisonnent d'échanges souvent très vifs. De manière plus large au sein de la société, un certain nombre d'évolutions ont fait reculer l'arbitraire. Pourtant, la question de la nature même du système politique chinois à son stade actuel limite la portée de ces avancées. Sur ce plan, la question de la loi et de son application est emblématique. Dans un grand nombre de domaines tels que le travail (nouvelle loi réglementant les contrats notamment), l'environnement ou les affaires, la Chine s'est dotée d'une large gamme de lois et, par ailleurs, la formation des magistrats s'améliore. Pourtant, étant donné la nature du système politique, la justice reste subordonnée au politique de diverses façons (tribunaux sous influence du Parti, juges payés par les gouvernements locaux, influence du Comité politico-légal du Parti dans le fonctionnement de la justice, etc.). Au cours de ces 15 dernières années, de nombreux travaux scientifiques chinois et étrangers pointent vers une exigence croissante de justice sociale, d'égalité des citoyens devant la loi et de probité dans le chef des fonctionnaires qui représentent des lames de fonds de la société chinoise, des tendances irréversibles, à mon sens.

Ceci concerne la plupart des groupes sociaux : des paysans et migrants, ouvriers, aux juristes, intellectuels et journalistes notamment. Il reste à voir si l'Etat-Parti qui a déjà fait montre d'une capacité certaine de résilience sera capable de se transformer plus profondément afin de maintenir une croissance économique forte tout en répondant plus efficacement aux exigences de bien-être et d'équité de la population.

Eric Florence

Premier assistant au département de Langues et littératures modernes,
Chercheur au Cedem (<http://www.cedem.ulg.ac.be>) et maître de conférences à l'ISHS
Co-directeur de l'Institut Confucius de Liège (<http://www.confucius.ulg.ac.be>)

⁴ Le système de rééducation par le travail par exemple ; on pense notamment aussi au livret de résidence plusieurs fois réformé, toujours en vigueur et fréquemment l'objet de critiques exprimées dans la presse chinoise et sur la toile.